



Le rejet du projet Keystone coûte des emplois et démontre l'importance de trouver de nouveaux marchés énergétiques

Communiqué

Ottawa, le 19 janvier 2012 - « La décision de refuser le projet de pipeline Keystone XL signifie que l'Amérique continuera de compter sur des fournisseurs hostiles ou peu fiables et coûtera des emplois aux États Unis », déclare Perrin Beatty, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Canada. « Le Canada devrait continuer à faire pression pour obtenir une décision positive concernant Keystone, mais le moment est également venu de diversifier nos marchés énergétiques. »

Le département d'État des États Unis a rejeté la proposition de la pétrolière TransCanada hier après midi. TransCanada a annoncé son intention de présenter une demande de permis pour un parcours modifié, mais cette annonce remet une décision définitive à plus tard, après l'élection présidentielle américaine de 2012. Le projet a été initialement retardé après que le département d'État ait repoussé sa décision sous la pression des groupes d'activistes américains. Le projet Keystone initial a été approuvé en 693 jours, mais le débat concernant le projet actuel a déjà duré près de deux fois plus longtemps.

Le pipeline Keystone XL créerait 20 000 emplois et réduirait la dépendance de l'Amérique à l'égard de fournisseurs instables au Moyen Orient et en Amérique du Sud. Le Canada est déjà la principale source énergétique des États Unis et le pipeline Keystone XL permettrait au pétrole canadien de remplacer les achats effectués par les États Unis auprès de fournisseurs instables.

« L'année dernière, nous avons vu énormément de volatilité parmi les fournisseurs de pétrole aux États-Unis, mais le Canada faisait exception. Les énormes ressources énergétiques du Canada seront commercialisées. Il reste à voir si les États Unis seront les clients », a poursuivi M. Beatty.

Association de gens d'affaires la plus importante et influente du Canada, la Chambre de commerce du Canada assure la liaison entre les entreprises et le gouvernement fédéral. Elle contribue à l'élaboration de politiques publiques et au processus décisionnel au profit des entreprises, des collectivités et des familles du Canada et peut compter sur un réseau de plus de 420 chambres de commerce représentant 192 000 entreprises de toutes tailles, actives dans tous les secteurs d'activité dans chaque région du pays. Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site www.chamber.ca ou nous suivre sur Twitter @CdnChamberofCom.

- 30-

Renseignements:

Émilie S. Potvin, Affaires publiques et relations auprès des médias
Cellulaire : 613.797.1860 | epotvin@chamber.ca